

**CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES**

**ÉTATS FINANCIERS**

Exercice clos le 31 mars 2014

## **Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers**

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice clos le 31 mars 2014 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux politiques comptables du Gouvernement du Canada (le Gouvernement), lesquelles s'appuient sur les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du CRSH. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport ministériel sur le rendement du CRSH concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

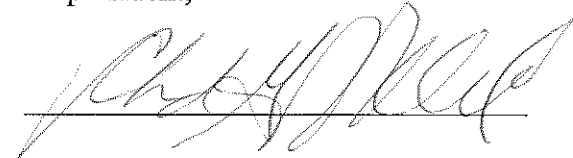
La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du CRSH sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction et en procédant, tous les ans, à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers.

Le système de contrôle interne en matière de rapports financiers est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable selon un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés et à apporter les réajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de contrôle interne en matière de rapports financiers pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2014 a été réalisée conformément à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., les auditeurs indépendants du CRSH, ont émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers du CRSH sans donner d'opinion d'audit au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des systèmes de contrôle interne du CRSH en matière de rapports financiers.


Le président,



---

Chad Gaffield, Ph. D., MSRC

Le dirigeant principal des finances,



---

Alfred Tsang, CPA, CMA

Ottawa, Canada

Le 18 juin 2014

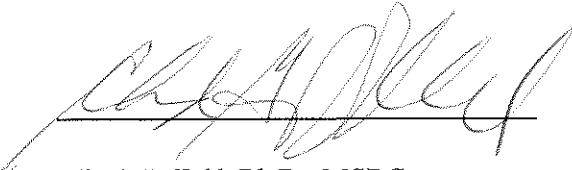
# CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES


## État de la situation financière au 31 mars (milliers de dollars)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer [note 4]	2 671	2 346
Indemnités de vacances et de congés compensatoires	853	860
Revenus reportés [note 5]	507	502
Avantages sociaux futurs [note 6]	526	619
<b>Total des passifs nets</b>	<u>4 557</u>	<u>4 327</u>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	2 516	2 288
Débiteurs [note 7]	1 069	1 489
Avances	10	15
<b>Total des actifs financiers nets</b>	<u>3 595</u>	<u>3 792</u>
<b>Dette nette</b>	<u>962</u>	<u>535</u>
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance	171	209
Immobilisations corporelles [note 8]	3 273	2 367
<b>Total des actifs non financiers</b>	<u>3 444</u>	<u>2 576</u>
<b>Situation financière nette [note 9]</b>	<u><u>2 482</u></u>	<u><u>2 041</u></u>

Obligations contractuelles [note 10]

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

  
Chad Gaffield, Ph.D., MSRC  
Président

  
Alfred Tsang, CPA, CMA  
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada

Le 18 juin 2014

## CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES

### État des résultats et de la situation financière nette pour l'exercice clos le 31 mars (milliers de dollars)

	2014 Résultats prévus	2014	2013
<b>Charges</b>			
Coûts indirects de la recherche	332 872	331 858	332 096
Talent	173 792	170 550	169 968
Savoir	135 607	143 604	139 211
Connexion	29 337	34 425	35 320
Services internes	19 002	17 843	17 655
<b>Total des charges</b>	690 610	698 280	694 250
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	-	93	8
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	-	(1)	(8)
<b>Total des revenus</b>	-	92	-
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	690 610	698 188	694 250
<b>Financement du gouvernement et transferts</b>			
Encaisse nette fournie par le gouvernement de Canada	686 772	694 069	693 812
Variations des montants à recevoir du Trésor	-	228	( 376)
Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères [note 11a)]	4 160	4 332	4 446
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	( 322)	( 441)	( 3 632)
<b>Situation financière nette - début de l'exercice</b>	966	2 041	(1 591)
<b>Situation financière nette - fin de l'exercice</b>	1 288	2 482	2 041

Information sectorielle [note 12]

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES**

**État de la variation de la dette nette  
pour l'exercice clos le 31 mars  
(milliers de dollars)**

	2014 <u>Résultats prévus</u>	2014	2013
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	( 322)	( 441)	(3 632)
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	914	1 187	1 493
Amortissement des immobilisations corporelles	( 560)	( 281)	( 400)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	-	( 13)
Gain net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les réajustements	-	-	6
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>	<u>354</u>	<u>906</u>	<u>1 086</u>
<b>Variation due aux charges payées d'avance</b>	-	( 38)	23
<b>Augmentation (diminution) nette de la dette nette</b>	<u>32</u>	<u>427</u>	<u>(2 523)</u>
<b>Dette nette - début de l'exercice</b>	1 131	535	3 058
<b>Dette nette - fin de l'exercice</b>	<u><u>1 163</u></u>	<u><u>962</u></u>	<u><u>535</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES**

**État des flux de trésorerie  
pour l'exercice clos le 31 mars  
(milliers de dollars)**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	698 188	694 250
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles [note 8]	( 281)	( 400)
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	6
Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères [note 11a)]	(4 332)	(4 446)
Variations de l'état de la situation financière :		
Diminution (augmentation) des créditeurs et des charges à payer	( 325)	93
Diminution des indemnités de vacances et de congés compensatoires	7	46
Augmentation des revenus reportés	(5)	(6)
Diminution des avantages sociaux futurs	93	2 776
Diminution des débiteurs	( 420)	( 14)
Augmentation (diminution) des avances	(5)	4
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	( 38)	23
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<u>692 882</u>	<u>692 332</u>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 187	1 493
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	( 13)
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<u>1 187</u>	<u>1 480</u>
<b>Activités de financement</b>	-	-
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<u><u>694 069</u></u>	<u><u>693 812</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice clos le 31 mars

### 1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) a été constitué en 1977 en vertu de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines* dans le but « de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines ». Le CRSH est un établissement public nommé aux termes de l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les subventions, les bourses et les dépenses de fonctionnement du CRSH sont financées par des crédits budgétaires annuels. Les avantages sociaux sont financés par des autorisations législatives. Le CRSH réalise ses objectifs dans le cadre de cinq activités de programme :

#### a) Coûts indirects de la recherche

Ce programme offre du soutien aux établissements d'enseignement sous forme de subventions en sciences humaines, en sciences naturelles et génie et en santé. Ce programme est nécessaire pour constituer une capacité organisationnelle pour la recherche et les activités connexes en vue d'optimiser les investissements de la recherche financée par le gouvernement fédéral. Ce programme aide à contrebalancer les coûts centraux et départementaux encourus par les établissements d'enseignement pour appuyer la recherche; coûts qui ne sont pas attribuables spécifiquement aux projets de recherche.

#### b) Talent

Ce programme offre du soutien aux étudiants des cycles supérieurs et aux stagiaires postdoctoraux sous forme de subventions et de chaires de recherche dans des établissements d'enseignement postsecondaire couvrant les salaires et le financement de la recherche. Ce programme est essentiel pour attirer, garder et développer les talents en sciences humaines, pour former les chefs de file du milieu universitaire et des secteurs privé, public et sans but lucratif et pour créer des centres d'excellence en recherche de calibre mondial dans des établissements d'enseignement postsecondaire.

#### c) Savoir

Ce programme offre des subventions pour appuyer la recherche en sciences humaines menée par des universitaires et des chercheurs travaillant seuls, en équipe et en partenariats entre les secteurs universitaire, public, privé et sans but lucratif afin d'appuyer la création d'une capacité de recherche organisationnelle. Ce programme est nécessaire pour créer des savoirs et accroître la compréhension de l'être humain, de la société et du monde, et favoriser la recherche de solutions à des défis sociétaux.

#### d) Connexion

Ce programme offre du financement (subventions et opérations) pour appuyer le flux multidirectionnel, l'échange et la coproduction du savoir en sciences humaines entre les chercheurs et les divers groupes de décideurs, de chefs d'entreprise, de groupes communautaires, d'enseignants et de médias travaillant seuls, en équipe, en partenariat ou en réseau. Ce programme est nécessaire pour stimuler la recherche de pointe compétitive à l'échelle internationale dans des domaines d'importance critique pour le Canada, pour créer des partenariats multisectoriels et pour accélérer l'utilisation des résultats de la recherche multidisciplinaire par les organismes au profit du développement social et économique du Canada.



e) Services internes

Le CRSH et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) partagent des services internes pour l'administration générale, les ressources humaines, les finances, l'administration des octrois, la gestion et la technologie de l'information, d'évaluation des programmes ainsi que les services de vérification. Ce modèle de services administratifs communs s'est avéré très efficace pour les deux organismes subventionnaires fédéraux. Par ailleurs, le CRSH a ses propres services internes pour répondre aux besoins qui lui sont propres en matière de gouvernance, de politiques, de planification, de statistiques, de mesure du rendement, de communications et de relations internationales. Les services internes offrent du soutien à l'organisme dans son ensemble pour le financement des opérations et de l'entretien. Ils sont essentiels pour appuyer la prestation des programmes et d'autres obligations organisationnelles, incluant des activités qui s'appliquent à tout l'organisme plutôt qu'aux activités ne concernant qu'un programme en particulier.

## 2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le CRSH est financé par le Gouvernement au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au CRSH ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état de la situation financière ainsi que dans l'état des résultats et de la situation financière nette ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ainsi que l'état de la variation de la dette nette correspondent aux montants rapportés dans les états financiers prospectifs intégrés dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014*.

Le risque de liquidité est le risque que le CRSH éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, le CRSH se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

Chaque exercice, le CRSH présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. Le CRSH procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports, pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité du CRSH stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque du CRSH, et ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le Gouvernement du Canada

Le CRSH fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le CRSH est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le CRSH sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le Gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du Gouvernement.

c) Montant à recevoir du Trésor

Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du CRSH et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le CRSH a le droit de prélever du Trésor, sans autre affectation d'autorisations, pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme étant un actif financier.

d) Revenus

Les revenus divers sont comptabilisés au cours de la période durant laquelle la transaction ou l'événement qui a donné lieu au revenu a été réalisé.

Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception comme revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Inclus dans les revenus divers sont des revenus qui sont disponibles et qui ne sont pas disponibles. Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs du CRSH. Bien que l'on s'attende à ce que les administrateurs généraux maintiennent le contrôle comptable, ils n'ont pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'Agence.

e) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les subventions et les bourses sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le droit du bénéficiaire a été établi, quand celui-ci a satisfait aux critères d'admissibilité, et que l'engagement a été approuvé.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour des locaux ainsi que les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif. Ces montants sont aussi présentés comme étant un financement du gouvernement.

f) Avantages sociaux futurs

(i) Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au régime de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages sociaux multiemployeur administré par le Gouvernement. Les cotisations du CRSH au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du CRSH découlant du régime. La responsabilité du CRSH relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du Gouvernement, répondant du régime.

(ii) Indemnités de départ : Certains employés ont droit aux indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Débiteurs

Les débiteurs sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision pour moins-value est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le CRSH n'est pas exposé à un risque de crédit important. Les créances sont payables sur demande. Les créances représentent en majorité des sommes dues par des universités canadiennes ou de d'autres ministères ou organismes publics du Gouvernement du Canada, pour lesquels le risque potentiel de pertes est minime. L'exposition maximale de l'entité au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

h) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Le CRSH n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 ans
Logiciels de réseau (achetés et conçus à l'interne)	5 ans
Autre matériel	5 ans
Mobilier	7 ans
Véhicules motorisés	7 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée ou de la vie utile de l'amélioration

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

i) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les réajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

### 3. Autorisations parlementaires

Le CRSH reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état de la situation financière ainsi que dans l'état des résultats et de la situation financière nette d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées dans un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, le coût de fonctionnement net du CRSH pour l'exercice diffère selon qu'il est présenté en appliquant le financement attribué par le gouvernement ou la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux qui suivent :

#### a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	698 188	694 250
Réajustements pour les postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations:		
Amortissement des immobilisations corporelles	(281)	( 400)
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	6
Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères	(4,332)	(4 446)
Diminution des indemnités de vacances et de congés compensatoires	7	46
Diminution des avantages sociaux futurs	93	2 776
Remboursement de charges des exercices antérieurs	882	2 691
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	694 557	694 923
Réajustements pour les éléments qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations:		
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 187	1 493
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	( 13)
Augmentation des charges payées d'avance	(38)	23
Total des éléments qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	1 149	1 503
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>695 706</b>	<b>696 426</b>

**b) Autorisations fournies et utilisées**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	(milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 95 - Subventions	670 856	670 769
Moins: Crédit périmé	<u>( 473)</u>	<u>(2 118)</u>
Dépenses de subventions	670 383	668 651
Crédit 90 – Dépenses de fonctionnement	23 527	26 054
Moins: Crédit de fonctionnement périmé	( 664)	( 973)
Affectation bloquée	<u>( 325)</u>	<u>( 257)</u>
Dépenses de fonctionnement	22 538	24 824
Contributions législatives aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 785	2 951
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<u>695 706</u>	<u>696 426</u>

**4. Crédoiteurs et charges à payer**

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer du CRSH.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	(milliers de dollars)	
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	994	1 035
Crédoiteurs - parties externes	858	766
Total des crédoiteurs	<u>1 852</u>	<u>1 801</u>
Charges à payer	819	545
<b>Total des crédoiteurs et des charges à payer</b>	<u>2 671</u>	<u>2 346</u>

## 5. Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde, à la fin de l'exercice, des revenus non gagnés résultant de montants reçus de parties externes et des intérêts sur les fonds de dotation qui sont réservés au financement des charges relatives à des projets de recherche particuliers ainsi que les montants correspondant à des droits versés avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés au cours de la période où les charges sont engagées ou le service, exécuté. Les détails des opérations de ce compte se présentent comme suit :

### a) Fonds des bourses de la Reine

Le Fonds des bourses de la Reine est constitué d'une dotation de 250 000 \$ qui fait l'objet de restrictions selon les fins déterminées dans la situation financière nette [voir la note 9]. Les intérêts générés par la dotation servent à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les détails des opérations relatives à la dotation sont les suivants :

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
<b>Solde d'ouverture</b>	113	109
Intérêts reçus	3	4
<b>Solde de clôture</b>	<u>116</u>	<u>113</u>

### b) Cadeaux, dons et legs

Les cadeaux, dons et legs sont des fonds reçus pour des projets spéciaux dans le domaine des activités de recherche des sciences humaines. Ces fonds ainsi que les intérêts connexes générés sont affectés à ces projets. Les détails des opérations relatives aux cadeaux, dons et legs sont les suivants :

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
<b>Solde d'ouverture</b>	389	387
Intérêts reçus	2	2
<b>Solde de clôture</b>	<u>391</u>	<u>389</u>

## 6. Avantages sociaux futurs

### a) Prestations de retraite

Les employés du CRSH participent au régime, qui est parrainé et administré par le Gouvernement. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 p.100 par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées dans les prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que le CRSH versent des cotisations couvrant le coût du régime. Suite à l'amendement sur la *Loi sur la pension de la fonction publique* suivant l'ajout de provisions reliées au plan d'action économique 2012 (EAP2012), les contributeurs pour les employés ont été divisé en deux groupes : le groupe 1 inclut les membres du plan déjà existant en date du 31 décembre 2012 alors que le groupe 2 répond aux membres qui ont joint le plan en date du (ou après) 1<sup>er</sup> janvier 2013. Chaque groupe a un taux de contribution distinct.

En 2013-2014, les charges s'élèvent à 1 958 494 \$ (2 107 075 \$ en 2012-2013). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1.6 fois (1,7 fois en 2012-2013) les cotisations des employés, et pour les membres du groupe 2, environ 1.5 fois (1.7 fois en 2012-2013) la cotisation des employés.

La responsabilité du CRSH relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du Gouvernement, répondant du régime.

#### **b) Indemnités de départ**

Le CRSH verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et des changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
<b>Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice</b>	619	3 395
Gain pour l'exercice	(31)	(355)
Prestations versées pendant l'exercice	(62)	(2 421)
<b>Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice</b>	<u>526</u>	<u>619</u>



## 7. Débiteurs

Le tableau qui suit présente les détails des débiteurs du CRSH :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	(milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	652	544
Débiteurs - parties externes	<u>417</u>	<u>945</u>
<b>Débiteurs nets</b>	<u><u>1 069</u></u>	<u><u>1 489</u></u>

**8. Immobilisations corporelles**  
(milliers de dollars)

Catégorie d'immobilisations	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2014	2013
Matériel informatique	2 996	19	(231)	2 784	2 848	140	(231)	2 757	27	148
Logiciels	1 431	12	-	1 443	1 297	52	-	1 349	94	134
Autre matériel	240	-	(3)	237	211	7	(3)	215	22	29
Mobilier	2 053	-	(8)	2 045	1 678	77	(8)	1 747	298	375
Améliorations locatives	1 377	17	-	1 394	1 374	1	-	1 375	19	3
Véhicules motorisés	27	-	-	27	4	4	-	8	19	23
Actifs en construction	1 655	1 139	-	2 794	-	-	-	-	2 794	1 655
<b>Total</b>	<b>9 779</b>	<b>1 187</b>	<b>(242)</b>	<b>10 724</b>	<b>7 412</b>	<b>281</b>	<b>(242)</b>	<b>7 451</b>	<b>3 273</b>	<b>2 367</b>

## 9. Situation financière nette

Une partie de la situation financière nette du CRSH est réservée et affectée à des fins particulières. Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'état des résultats et de la situation financière nette.

Le Fonds des bourses de la Reine est constitué d'une dotation de 250 000 \$ établie en 1973-1974 par le Parlement en vertu du crédit 45a de la *Loi de crédits n° 5*. Les intérêts générés par la dotation sont inclus dans les revenus reportés [voir note 5a)]. La dotation elle-même ne représente pas une obligation envers des tiers, mais fait l'objet de restrictions selon les fins déterminées. Voici les opérations portées au compte :

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
Fonds des bourses de la Reine	250	250
Situation financière nette excluant le fonds de dotation	2 232	1 791
Situation financière nette	2 482	2 041

## 10. Obligations contractuelles

Le versement des subventions et des bourses accordées pour les exercices futurs est assujéti à l'approbation des fonds par le Parlement. Au 31 mars 2014, les engagements pour les octrois des exercices futurs, incluant 332 403 000 \$ en 2014-2015 pour le Programme des coûts indirects, se répartissent comme suit :

	(milliers de dollars)
2014-15	605 882
2015-16	202 230
2016-17	136 414
2017-18	70 501
2018-19 et exercices ultérieurs	47 169
<b>Total</b>	<b>1 062 196</b>

## 11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le CRSH est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du Gouvernement. Il conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice, le CRSH a reçu gratuitement des services communs d'autres ministères, comme il est indiqué ci-dessous.

### a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le CRSH a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux services d'audit ainsi que les cotisations de l'employeur

aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette :

	2014	2013
	(milliers de dollars)	
Locaux	2 869	2 879
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	1 463	1 476
Services d'audit	-	91
<b>Total</b>	<u>4 332</u>	<u>4 446</u>

Le Gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le Gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette.

**b) Administration de programmes au nom d'autres ministères**

Le CRSH administre des fonds qui proviennent d'autres ministères et organismes du gouvernement en émettant des subventions, des bourses et d'autres paiements connexes en leur nom. Durant l'exercice, il a engagé des charges de 228 738 676 \$ (230 178 892 \$ en 2012-2013) en subventions et en bourses de ce genre. Ces charges sont constatées dans les états financiers de ces ministères et organismes du gouvernement et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

## 12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture d'alignement des programmes du CRSH. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées pour les principaux programmes, par principaux articles de dépenses. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	(milliers de dollars)						
	Coûts indirects de la recherche	Talent	Savoir	Connexion	Services internes	2014 Total	2013 Total
<b>Paiements de transfert</b>							
Subventions et bourses	331 624	165 776	139 344	32 777	-	669 521	666 131
<b>Charges de fonctionnement</b>							
Salaires et avantages sociaux	201	4 299	3 841	1 506	11 052	20 899	20 054
Logement et locations	-	5	5	4	3 271	3 285	3 267
Services professionnels et spécialisés	26	297	102	56	2 097	2 578	2 587
Transport et communications	7	142	307	79	392	927	1 141
Information	-	28	4	2	567	601	366
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	-	281	281	400
Services publics, fournitures et approvisionnement	-	3	1	1	155	160	276
Réparation et entretien	-	-	-	-	28	28	28
<b>Total - Charges de fonctionnement</b>	234	4 774	4 260	1 648	17 843	28 759	28 119
<b>Total - Charges</b>	331 858	170 550	143 604	34 425	17 843	698 280	694 250
<b>Revenus</b>							
Revenus divers	-	-	-	-	93	93	8
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	-	-	-	-	(1)	(1)	(8)
<b>Total - Revenus</b>	-	-	-	-	92	92	-
<b>Coût net des activités poursuivies</b>	331 858	170 550	143 604	34 425	17 751	698 188	694 250